

# Tempête géostratégique sur l'océan Indien

La Chine, les États-Unis et l'Inde rivalisent pour asseoir leur influence politique, économique et militaire sur l'océan Indien. Dans cette région peu développée sur le plan institutionnel, des rapports de force plus multipolaires et plus instables se dessinent. La sécurité maritime est en péril, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la sécurité d'approvisionnement de l'Europe.

Par Boas Lieberherr

Une tempête s'annonce à l'horizon sur l'océan Indien. L'espace maritime qui s'étend de la côte est de l'Afrique à la côte ouest de l'Australie est le théâtre d'une rivalité stratégique entre la Chine, les États-Unis et l'Inde. Celle-ci se manifeste sous diverses formes, notamment une concurrence pour les projets d'infrastructure, une prise d'influence accrue sur les enjeux nationaux des États riverains et une militarisation croissante de la région. Les questions économiques et technologiques devraient occuper une place centrale dans cette dynamique. Alors que la Chine étend son empreinte régionale dans ces domaines, l'Inde et les États-Unis concentrent davantage leur politique étrangère sur les aspects liés à la sécurité. Dans la sphère militaire, aucun bouleversement tectonique n'est en vue pour l'instant. L'orientation de l'Inde pourrait avoir un impact décisif sur le futur équilibre des forces au sein de la région.

Point de convergence de l'essor économique de l'Asie (en particulier de la Chine), de l'émergence de l'Inde comme principal pays riverain et du leadership mondial de plus en plus écorné des États-Unis, l'océan Indien revêt un rôle géostratégique central. L'enjeu majeur est le contrôle militaire des goulets d'étranglement maritimes les plus importants de la planète: le Bab el-Man-



Les marines des quatre États de la Quadrilatérale en formation lors de l'exercice militaire «Malabar 2020» en mer d'Arabie. *Jose Madrigal / US Navy*

deb et les détroits de Malacca et d'Ormuz (voir carte). Plus de 40% du commerce international et les deux tiers du pétrole et du gaz vendus dans le monde transitent déjà par les voies navigables très fréquentées de l'océan Indien.

La sécurité maritime du troisième océan de la planète est donc au cœur des intérêts occidentaux. La prospérité économique de

l'Europe, y compris celle de la Suisse, dépend directement d'un commerce maritime international libre et sûr, ainsi que d'un accès sans entrave aux marchés de matières premières. Toute perturbation des flux commerciaux et énergétiques due à des accidents, des actes terroristes ou des conflits entre États aurait des répercussions cruciales sur la sécurité de notre approvisionnement. Des menaces non tradition-

nelles, en premier lieu le changement climatique, mettent également en péril la stabilité dans l'océan Indien. Ainsi, la hausse du niveau des mers pourrait poser des problèmes existentiels à des pays tels que le Bangladesh ou les Maldives.

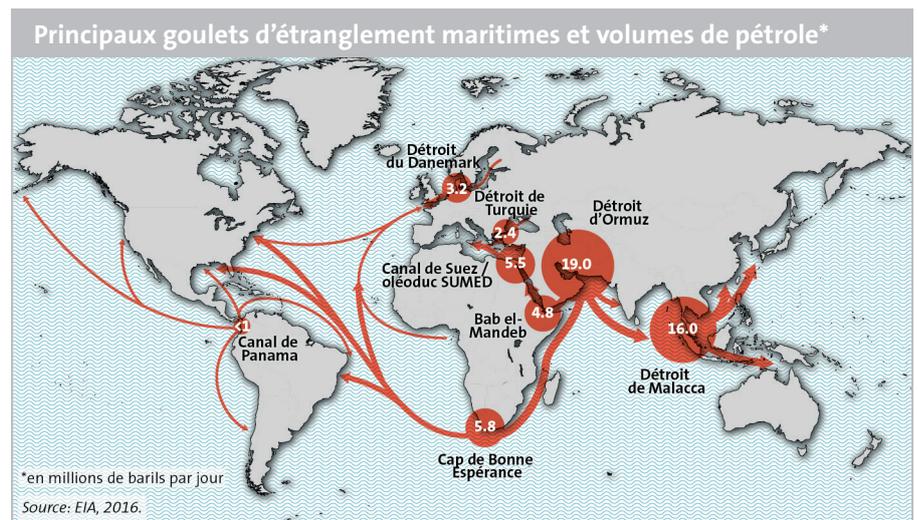
### Une région à l'épreuve

Peu développée sur le plan institutionnel et normatif, la région est aujourd'hui très mal équipée pour faire face à des défis maritimes multidimensionnels. La rivalité stratégique entre la Chine, les États-Unis et l'Inde ajoute encore un niveau de complexité à cette structure instable. Ce facteur risque d'accentuer les clivages existants, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la liberté du commerce maritime. Au centre de la région se trouvent l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires hostiles. Des milliers de kilomètres de frontières mal définies suscitent régulièrement des tensions entre États – à l'image du conflit militaire qui a opposé la Chine et l'Inde dans l'Himalaya au printemps 2020. Ce mélange déjà explosif est attisé par les contentieux internes qui agitent de nombreux pays limitrophes de l'océan Indien, ainsi que par les organisations terroristes actives à l'échelle régionale et mondiale.

Dans le même temps, cette rivalité systémique risque d'occulter les menaces maritimes non traditionnelles. Or la pêche illégale, les risques environnementaux et le changement climatique représentent des dangers immédiats pour les moyens de subsistance des populations locales et la stabilité de la région. Pour compliquer encore les choses, les activités illégales et les pressions sur l'environnement minent l'efficacité des institutions étatiques et l'inclusion économique, ce qui accentue l'insécurité maritime et peut, en fin de compte, exacerber la rivalité géostratégique.

### La montée de la Chine

La source de l'agitation est l'engagement croissant de la Chine dans la région. De fait, Pékin a considérablement renforcé ses investissements économiques et sa présence militaire dans l'océan Indien ces dix dernières années. Avec le corridor économique Chine-Pakistan (*China-Pakistan Economic Corridor*, CPEC), le plus grand projet d'infrastructure de l'initiative de la ceinture et de la route (*Belt and Road Initiative*, BRI), la Chine se dote d'un accès direct à l'océan Indien qui traverse le territoire de son proche allié, le Pakistan (voir [l'analyse du CSS no 195](#)). L'objectif à long terme est de réduire la dépendance à l'égard du détroit de Malacca, par lequel transitent



actuellement 80% des importations énergétiques de Pékin. La Chine participe également à différents projets portuaires, notamment à Gwadar (Pakistan), Hambantota (Sri Lanka) et Chittagong (Bangladesh), qui revêtent un intérêt économique et parfois aussi militaire. La Chine a récemment lancé son propre système GPS, BeiDou, que le Pakistan utilise déjà à des fins militaires. En outre, de nombreuses économies de la région sont de plus en plus dépendantes des services technologiques fournis par de grands groupes chinois tels qu'Alibaba ou Tencent.

La marine chinoise (*People's Liberation Army Navy*, PLAN) déploie également de plus en plus de moyens dans l'océan Indien. La Chine maintient depuis 2008 une présence militaire dans le golfe d'Aden dans le cadre de missions de lutte contre la piraterie. La mise en service à Djibouti de la première base militaire étrangère chinoise est venue consolider cet engagement en 2017. Des sous-marins chinois se déplacent aussi régulièrement dans les eaux situées au large de l'Inde. En parallèle, Pékin développe une coopération militaire avec divers États de la région. Le Pakistan, le Bangladesh et le Myanmar achètent l'essentiel de leurs armements à la Chine.

Les intérêts économiques et la présence militaire de la Chine dans l'océan Indien continueront à se renforcer dans les années à venir. Si Pékin souhaite à moyen terme protéger ses investissements économiques, ses ressortissants et ses voies maritimes, d'autres aspects géostratégiques pourraient

nourrir ses objectifs à plus long terme. Par rapport à la mer de Chine méridionale, l'océan Indien joue toutefois un rôle secondaire dans les calculs politiques de Pékin liés à la sécurité. En outre, la présence de la PLAN est actuellement bien moins déterminée et agressive dans l'océan Indien que dans le Pacifique.

Pékin ne pourra pas imposer sa suprématie militaire dans l'océan Indien au cours des prochaines décennies. En effet, la Chine est stratégiquement désavantagée par rapport aux États-Unis et à l'Inde. La menace que représentent l'influence, l'accès et les capacités – jusqu'à présent modestes – de Pékin dans la région ne repose pas tant sur les évaluations actuelles que sur les projections de son rôle à venir. La longueur et la vulnérabilité des voies d'approvisionnement dans

## Pékin a considérablement renforcé ses investissements économiques et sa présence militaire dans l'océan Indien.

l'océan Indien, doublées d'un faible accès au soutien logistique, limitent les capacités militaires de la Chine. Pékin manque également de partenaires fiables dans la région. Sa plus grande vulnérabilité stratégique réside dans l'appui aérien. Les perspectives sont différentes sur le plan économique et technologique, la région étant de plus en plus dépendante de la Chine.

L'influence néanmoins croissante de la Chine dans l'océan Indien peut également s'expliquer par les manquements des autres

pays. Pour les États-Unis, la région a longtemps été d'une importance secondaire. Par exemple, alors que Pékin possède des ambassades dans les six États insulaires de l'océan Indien, la représentation diplomatique des États-Unis et de l'Inde se limite respectivement à trois et cinq îles. Pour les pays voisins de l'Inde tels que le Népal, le Sri Lanka et le Bangladesh, l'engagement accru de la Chine offre un intérêt économique, mais aussi la possibilité de se libérer de l'emprise de New Delhi. Dans ce contexte, de nombreux pays riverains craignent de se trouver mêlés aux luttes de pouvoir géostratégiques.

### Les États-Unis resserrent les rangs

Avec le concept-cadre d'«Indo-Pacifique» (voir encadré), les États-Unis et d'autres États tournés vers l'Occident entendent offrir une alternative à une éventuelle réorga-

## Les États-Unis restent de loin la puissance militaire dominante dans l'océan Indien.

nisation de la région autour de la Chine. Washington considère l'«Indo-Pacifique» comme une arène géographique décisive dans la concurrence stratégique avec Pékin. Cette nomenclature politico-stratégique place l'Inde et l'océan Indien au centre du jeu. Jusqu'à présent, la stratégie américaine «pour un Indo-Pacifique libre et ouvert» était essentiellement axée sur les questions de sécurité et de défense. Le développement de la coopération en matière de sécurité visait principalement l'Inde, mais aussi d'autres pays de la région. Joe Biden, le nouveau président des États-Unis, devrait rester fidèle aux grandes lignes de cette stratégie, en intégrant davantage les approches multilatérales et les aspects politico-économiques. Au lieu de resserrer les liens économiques avec Washington, la politique de l'administration Trump, en particulier sur les questions commerciales, a été source de conflits avec différents pays de la région.

Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad), une coopération informelle entre les États-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon, constitue le noyau institutionnel de la stratégie américaine pour un Indo-Pacifique libre et ouvert. Jusqu'à présent, il portait principalement sur la coopération militaire et la coordination d'exercices maritimes conjoints. En mars 2021 s'est tenue la première rencontre de chefs d'État dans le cadre de ce format, aujourd'hui réactivé. Pour la première fois, des sujets tels que la

diplomatie de la vaccination et le changement climatique figuraient en bonne place à l'ordre du jour. Cet élargissement des thèmes abordés illustre les efforts déployés par les quatre pays pour dépasser les questions de défense et tenter de contrebalancer la sphère d'influence croissante de la Chine dans la région. Dans le même temps, il offre à d'autres acteurs la possibilité d'instaurer des coopérations.

Malgré la lente érosion de leur suprématie relative, les États-Unis restent de loin la puissance militaire dominante dans l'océan Indien. Mais contrairement à ce qui se produit dans le Pacifique, c'est entre la Chine et l'Inde, et non les États-Unis, que la rivalité stratégique est pour l'heure la plus manifeste, notamment en mer d'Arabie et dans le golfe du Bengale. Cela s'explique par le fait que, à ce jour, Washington se préoccupe surtout de garantir la stabilité dans le golfe Persique et considère le reste du troisième océan de la planète essentiellement comme un couloir de transit. Les défis intérieurs, tels que les coûts immenses engendrés par la pandémie de COVID-19, pourraient cependant limiter les ressources disponibles pour la région dans les prochaines années.

### La place de l'Inde

Par sa position stratégique au cœur de la région de l'océan Indien, d'une part, et son poids économique et militaire croissant, d'autre part, l'Inde joue un rôle clé pour façonner les rapports de force locaux et pour garantir la sécurité maritime. Le gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi, qui dispose d'une large assise, revendique un leadership dépassant la sphère d'influence traditionnelle de l'Inde en Asie du Sud. Les luttes de statut, de légitimité et d'influence entre la Chine et l'Inde auront un impact déterminant sur les futures dynamiques régionales. L'engagement de New Delhi dans l'océan Indien est principalement axé sur les questions de sécurité. Dans les domaines de l'économie et des infrastructures, en revanche, l'Inde accuse un sérieux retard stratégique par rapport à la Chine et semble condamnée à être deuxième.

Si l'Inde a longtemps cherché l'équidistance dans la rivalité entre la Chine et les États-Unis, le pays penche plutôt du côté occidental depuis le réveil du conflit frontalier avec Pékin au printemps dernier. En consolidation depuis le début du millénaire, les relations bilatérales avec les États-

### L'«Indo-Pacifique»

Le terme «Indo-Pacifique» a été lancé en 2007 par l'ancien Premier ministre japonais Shinzo Abe. De plus en plus d'États et d'organisations régionales utilisent ce concept, au détriment de l'expression «Asie-Pacifique» autrefois courante.

**L'«Indo-Pacifique» est une notion politico-stratégique.** Elle repose sur des conceptions géographiques et réglementaires différentes selon les acteurs. **La stratégie américaine «pour un Indo-Pacifique libre et ouvert» vise directement à contenir la Chine.** L'Association des nations d'Asie du Sud-Est (*Association of Southeast Asian Nations*, ASEAN), en revanche, inclut la Chine dans sa stratégie. L'Inde et le Japon mettent l'accent sur des aspects tels que le développement des infrastructures et la connectivité. **Le dénominateur commun de tous ces acteurs est qu'ils se réfèrent à un ordre international fondé sur des règles.** En Europe, aux côtés de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, l'UE a récemment aussi lancé une stratégie «Indo-Pacifique». Aux yeux de Pékin, ce concept est avant tout une stratégie d'endiguement menée par les États-Unis contre la Chine.

Unis sont aujourd'hui meilleures que jamais, notamment dans le domaine de la sécurité. Compte tenu des dépendances économiques, il semble toutefois peu probable que New Delhi prenne davantage ses distances avec sa puissante voisine. Manifestement tiraillée entre les deux pôles, l'Inde restera fidèle à sa politique d'autonomie stratégique et conservera plus d'indépendance que le souhaiteraient Washington et Pékin.

Cela fait peu de temps que la sphère maritime occupe une place prépondérante dans les considérations de New Delhi en matière de sécurité. Contrairement à la situation sur terre, l'Inde, du fait de sa position géographique, possède en mer des avantages stratégiques évidents par rapport à la Chine. Cependant, la portée de la marine indienne reste relativement limitée pour l'instant. De nombreux systèmes sont dépassés, les armements produits par l'industrie nationale arrivent au compte-goutte et sont de mauvaise qualité. En outre, l'économie indienne donne des signes de faiblesse qui ne sont pas uniquement dus à la pandémie de coronavirus. Pour renforcer sa position stratégique, New Delhi tire parti des divers points de rattachement résultant de l'attention mondiale portée à l'«Indo-Pacifique». L'Inde entretient des coopérations en matière de sécurité avec les États-Unis, la France et le Japon, entre autres, et s'est

affranchie de ses scrupules quant à un renforcement de sa participation au Quad.

### L'insécurité maritime

Outre cette rivalité stratégique qui met en péril la stabilité dans l'océan Indien, diverses menaces non traditionnelles pèsent

## Des rapports de force plus multipolaires et plus instables se dessinent dans l'océan Indien.

sur la sécurité maritime. Ces questions figurent en bonne place dans l'agenda politique de nombreux pays de la région. Cependant, la rivalité systémique risque de les occulter. La pêche illégale, le crime organisé, les catastrophes naturelles et environnementales entament déjà les moyens de subsistance à long terme de beaucoup de régions côtières. Les conséquences du changement climatique menacent l'existence même de plusieurs États insulaires. En outre, l'insécurité maritime crée un cercle vicieux difficile à briser. Les activités illégales en mer et les risques environnementaux portent atteinte à l'état de droit et à la prospérité socioéconomique des régions côtières, ce qui alimente en retour ces activités illégales et empêche de gérer efficacement les risques environnementaux.

L'exemple de la piraterie au large de la Somalie illustre les liens étroits qui existent entre les différents aspects de l'insécurité maritime dans l'océan Indien et les répercussions que cela peut avoir sur la rivalité stratégique. Du fait de l'effondrement de

l'État somalien il y a environ trente ans et de l'incapacité à faire respecter les lois qui en a résulté, les stocks de poisson de la Somalie ont été détruits par la pêche illégale. Sombrent dans la pauvreté, les pêcheurs somaliens se sont alors tournés vers la piraterie. Plusieurs États ont envoyé des navires de leur armée dans la Corne de l'Afrique pour lutter contre le phénomène. Même si la piraterie a reculé ces dernières années, de nombreux pays maintiennent une présence navale dans l'océan Indien occidental. C'est également la justification qu'a donnée la Chine pour l'établissement de sa base navale à Djibouti.

### Multipolarité et instabilité

Des rapports de force plus multipolaires et plus instables se dessinent dans l'océan Indien, ce qui fragilisera la sécurité maritime. La rivalité systémique accentue les clivages au sein des États et entre eux. Et c'est dans les États faibles que ces tendances pourraient s'exprimer le plus vivement. Les mouvements indépendantistes, le terrorisme régional et les tensions religieuses et ethniques se heurtent aux intérêts d'acteurs géopolitiques concurrents. Il en résulte des conflits confus et multidimensionnels qui constituent un défi majeur pour la cohésion nationale et les systèmes politiques de nombreux pays de la région. La rivalité systémique, la faiblesse des institutions d'État, les activités maritimes illégales et les risques environnementaux s'alimentent mutuellement, ce qui rend le cercle vicieux de l'insécurité maritime particulièrement délicat à aborder.

Des approches bilatérales et multilatérales s'offrent aux Européens pour relever les défis de sécurité complexes qui se posent dans l'océan Indien. Les mesures de prévention des crises et de promotion de la paix réduisent les risques de conflit au sein des États et entre eux. L'intensification de la coopération avec les institutions régionales, notamment l'Association des États riverains de l'océan Indien (*Indian Ocean Rim Association*, IORA), pourrait aider les pays de la région à mieux se coordonner pour faire face aux différents enjeux maritimes. Les domaines de la protection du climat et de l'adaptation au changement climatique génèrent de nombreux points de rattachement pour les instruments de coopération au développement.

Le rôle géostratégique croissant de l'océan Indien crée également des opportunités pour la région. Pour élargir leur zone d'influence, la Chine, les États-Unis et l'Inde – mais aussi l'Europe – doivent adapter leur engagement aux besoins des pays riverains en matière de sécurité. Et il y a un point sur lequel les rivaux stratégiques sont d'accord: des voies maritimes ouvertes et des flux commerciaux sans entrave sont essentiels à leur prospérité. Il s'agit du plus petit dénominateur commun pour apaiser la houle qui agite l'océan Indien.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur le commerce et la sécurité en Eurasie.

**Boas Lieberherr** est Researcher au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zürich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Fabien Merz  
Révision linguistique: Névine Schepers  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Plus d'éditions et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

**L'intersection du genre et de la religion dans les conflits** No 283  
**Les Balkans occidentaux se réarment** No 282  
**La médiation avec les acteurs religieux en Israël-Palestine** No 281  
**Le Yémen, terrain de jeux des pouvoirs régionaux** No 280  
**Missions PSDC: adresser leur effet limité sur les réformes** No 279  
**Désinformation en ligne: le cas de l'Ukraine** No 278

© 2021 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich  
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000481271